

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

**PERSPECTIVES
ÉCONOMIQUES
RÉGIONALES**
NOTE D'ANALYSE

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Fragmentation géoéconomique : l'Afrique
saharienne prise entre les failles

**AVRIL
2023**



©2023 International Monetary Fund

Geoeconomic Fragmentation: Sub-Saharan Africa Caught Between the Fault Lines (French)

April 2023 Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa Analytical Note

Marijn A. Bolhuis, Hamza Mighri, Henry Rawlings, Ivanova Reyes, and Qianqian Zhang (AFR).¹

Édition française

Département services intégrés et équipements du FMI
Division services linguistiques, section française

AVERTISSEMENT : Les notes d'analyse du FMI visent à permettre une diffusion rapide d'analyses succinctes du FMI sur des questions économiques essentielles auprès de ses pays membres et des décideurs en général. Les avis qui y sont exprimés sont ceux de leurs auteurs, et ne correspondent pas nécessairement à ceux du FMI, de son conseil d'administration ou de sa direction.

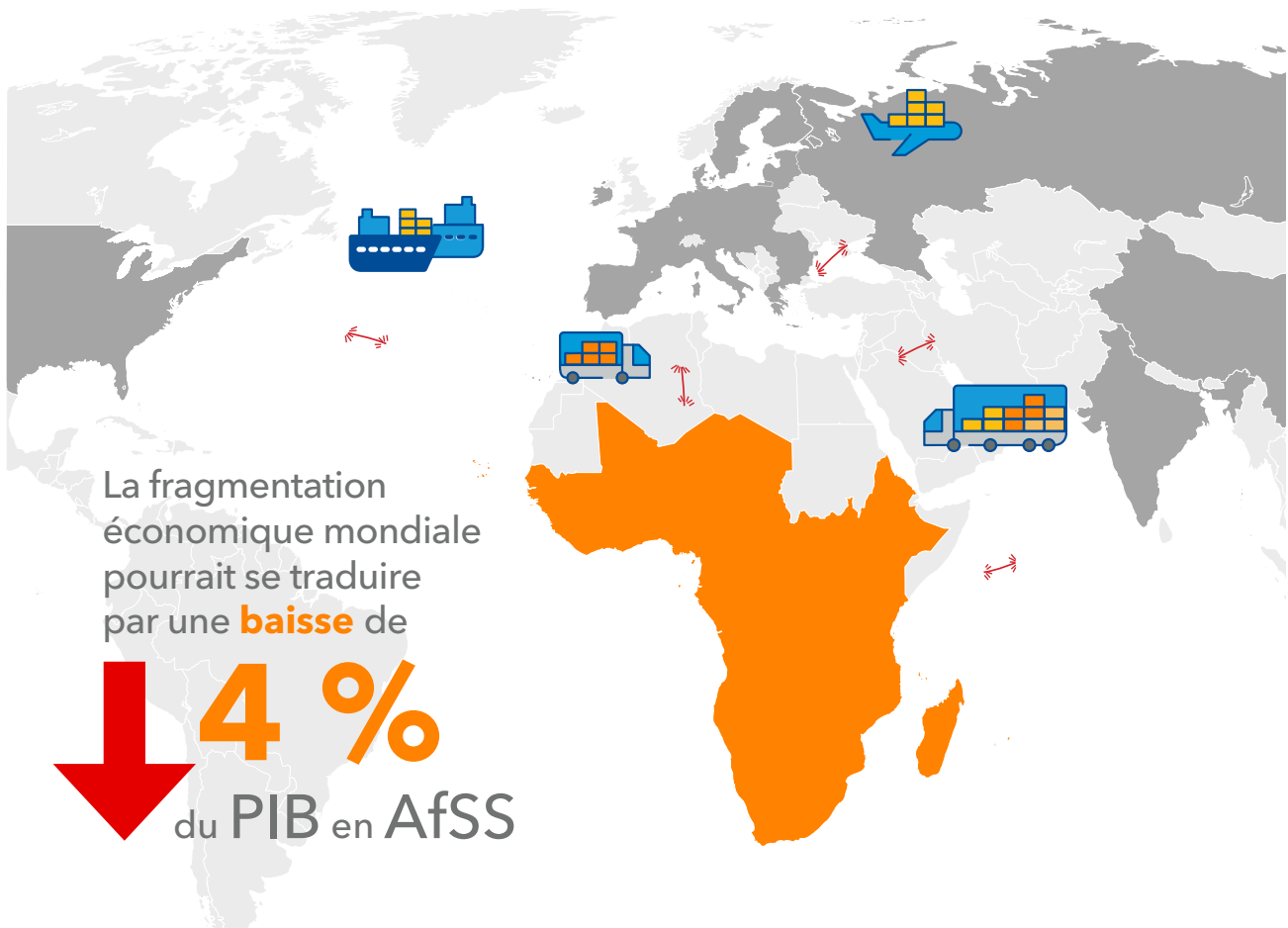
RÉFÉRENCE RECOMMANDÉE : Fonds monétaire international (FMI). 2023. « Fragmentation géoéconomique : l'Afrique subsaharienne prise entre les failles. » *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne – La Grande pénurie de financement*, Washington, avril.

JEL Classification Numbers:	F140, F430, F5, F6
Keywords:	Geoeconomic fragmentation, trade, debt, foreign direct investment, aid, economic growth.

¹**REMERCIEMENTS** : Les notes d'analyse de l'édition d'avril 2023 des *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne* (PER) ont été rédigées par les services de la division études régionales du département Afrique du FMI, sous la direction de Wenjie Chen, Luc Eyraud et Catherine Pattillo.

Fragmentation géoéconomique : l'Afrique subsaharienne prise entre les failles

Au cours des vingt dernières années, l'Afrique subsaharienne a forgé des alliances économiques et commerciales avec de nouveaux partenaires économiques. Cette intégration mondiale renforcée a été bénéfique à la région au cours de cette période, mais l'apparition d'une fragmentation géoéconomique a mis en évidence de potentielles conséquences négatives. L'Afrique subsaharienne risque d'être la région la plus pénalisée dans un monde fortement fragmenté, mais une fragmentation limitée pourrait avoir des effets bénéfiques. Les pays doivent renforcer leur résilience face aux retombées probables d'une fragmentation et se positionner de façon à recueillir les fruits d'éventuelles reconfigurations des échanges et des mouvements de capitaux.

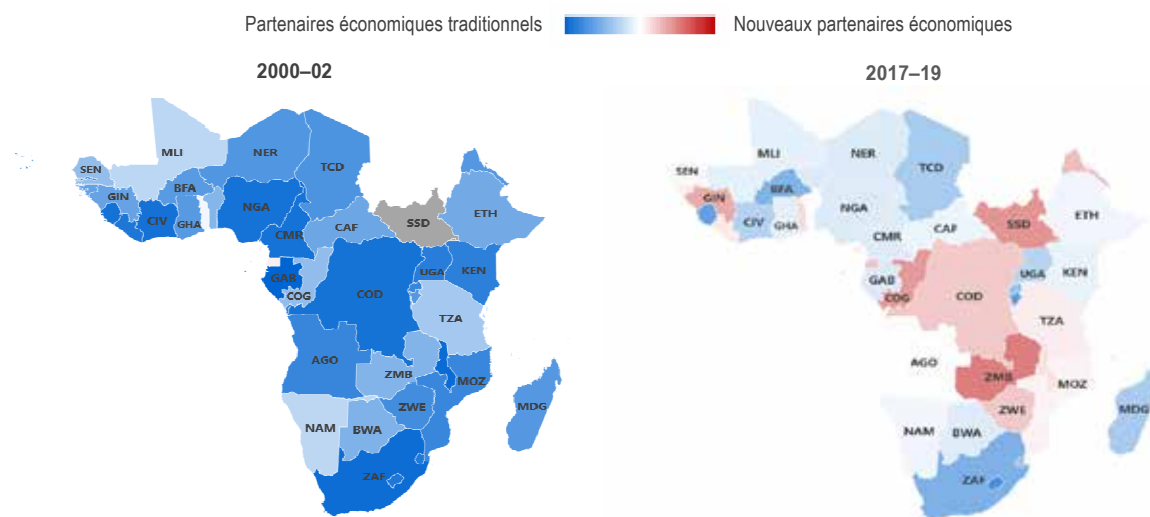


L'Afrique subsaharienne a bénéficié de l'expansion des liens économiques au cours des vingt dernières années

La région a tissé de nouveaux liens économiques avec des partenaires non traditionnels au cours des vingt dernières années. Poussée par les vents de la mondialisation chinoise depuis le début des années 2000, la valeur des exportations d'Afrique subsaharienne vers la Chine a été multipliée par dix au cours de cette période, en grande partie grâce aux exportations de pétrole¹. La Chine s'est également avérée une source considérable de financement extérieur². En revanche, la valeur du total de la dette extérieure envers les États-Unis et l'Union européenne (UE) a diminué d'environ 30 % par rapport à ses niveaux records du milieu de la première décennie 2000. Parallèlement, les flux d'aide, provenant principalement des États-Unis et de l'UE, ont diminué pour passer d'environ 6 % du PIB des pays bénéficiaires dans les années 90, leurs niveaux les plus élevés, à seulement 2,5 % en moyenne au cours des dix dernières années. Les États-Unis et l'UE fournissent toujours l'essentiel de l'encours des investissements directs étrangers (IDE) dans la région, la Chine n'en représentant que 6 % à la fin de 2020. Dans l'ensemble, l'Afrique subsaharienne est désormais pratiquement autant liée à ses partenaires traditionnellement prédominants (États-Unis et UE) qu'à ses nouveaux partenaires (Chine, Inde, entre autres ; graphique 1).

Dans l'ensemble, l'expansion et la diversification des liens économiques ont été bénéfiques à la région au cours de ces vingt dernières années. L'ouverture commerciale de la région (mesurée par le total des importations et des exportations en pourcentage du PIB) a doublé, passant de 20 % du PIB avant 2000 à environ 40 %. Conjugué à la vigueur des cours des produits de base, entre autres facteurs, ce doublement a contribué au décollage de

Graphique 1. Afrique subsaharienne : indice agrégé des liens économiques



Sources : Banque mondiale, base de données des *Statistiques sur la dette internationale* ; base de données de l'enquête coordonnée sur l'investissement direct ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Organisation de coopération et de développement économiques ; Aide publique au développement ; calculs des services du FMI.

Note : Cet indice comporte trois dimensions économiques – ouverture des échanges, flux extérieurs (entrées d'investissements directs étrangers et d'aide publique au développement) et dette extérieure totale – chacune représentant un tiers de la pondération totale. Chaque dimension est calculée en pourcentage du total des liens avec l'Arabie saoudite, la Chine, les Émirats arabes unis, les États-Unis, l'Inde, la Russie et l'Union européenne, qui sont les principaux partenaires économiques. Plus la couleur est foncée, plus les liens sont forts entre l'Afrique subsaharienne et le groupe respectif de partenaires ; plus la couleur est claire, plus les liens sont à égalité entre la région et chacun des groupes.

¹Les exportations de pétrole représentent plus de la moitié du total des exportations de marchandises de la région vers la Chine, mais seulement un tiers de ses exportations de marchandises vers le reste du monde.

²En 2020, environ 10 % du total de la dette extérieure de l'Afrique subsaharienne (y compris la dette contractée et garantie par l'État, la dette privée, l'utilisation du crédit du FMI et la dette à court terme) étaient financés par la Chine, selon la base de données de la Banque mondiale relative aux statistiques sur la dette internationale. Toutefois, la Chine est le plus grand créancier public bilatéral de la région, représentant près de 60 % du total de la dette publique bilatérale de la région.

la croissance au cours de cette période, rehaussant les niveaux de vie et stimulant le développement, avant que ne survienne l'effondrement des cours des produits de base en 2014-15 (*Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne*, avril 2015).

La montée récente des tensions géopolitiques a eu des retombées négatives sur la région

En conséquence de cette intégration économique renforcée, l'Afrique subsaharienne est devenue plus sensible aux chocs mondiaux. Dans la mesure où nombre des pays de la région sont très dépendants des importations de denrées alimentaires, d'énergie et d'engrais, celle-ci a subi l'une des pires crises du coût de la vie depuis des décennies lorsque les cours mondiaux des produits de base sont montés en flèche en 2022 à la suite de la guerre en Ukraine, venant s'ajouter aux effets de la pandémie de COVID-19.

La recrudescence des tensions mondiales se répercute sur la région. La récente montée du protectionnisme, y compris en Afrique subsaharienne, menace d'éliminer les acquis de l'intégration (graphique 2). Plusieurs pays actuellement confrontés à une aggravation des facteurs de vulnérabilité de la dette ont vu leur parcours de restructuration de l'endettement entravé par des problèmes de coordination au sein d'un groupe très diversifié de créanciers, et ces problèmes pourraient être exacerbés si la fragmentation géoéconomique s'accroissait.

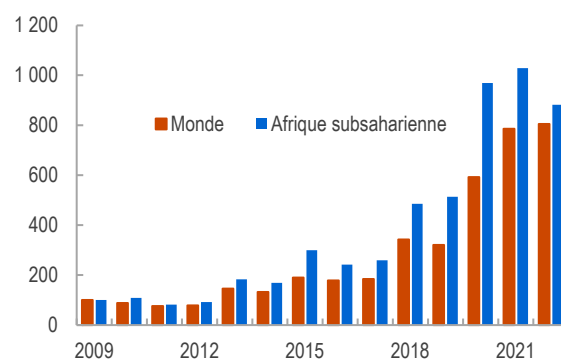
Toutefois, les manifestations de ce morcellement géoéconomique restent limitées dans la région, qui est davantage spectatrice pour le moment³. Lors du vote de la résolution de l'ONU au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les pays d'Afrique subsaharienne se sont montrés divisés, la moitié d'entre eux réprouvant l'invasion, alors que l'autre moitié ne la condamnait pas ou s'est abstenue de se prononcer. Dans certains pays confrontés à des situations difficiles en matière de sécurité, notamment ceux de la région du Sahel, des groupes de sécurité privés liés à la Russie ont été signalés, ce qui pourrait compliquer les relations de certains de ces pays avec leurs alliés traditionnels, comme la France, qui a retiré ses troupes du Mali en 2022.

L'Afrique subsaharienne risque d'être la région la plus pénalisée dans un monde fortement fragmenté

Dans le scénario le plus défavorable d'un monde totalement divisé en deux blocs commerciaux isolés, l'Afrique subsaharienne serait particulièrement touchée, car elle perdrait l'accès à une grande partie de ses partenaires commerciaux actuels. Environ la moitié de la valeur du commerce actuel de la région avec le reste du monde serait affectée dans un scénario où le monde serait divisé en deux blocs commerciaux, l'un constitué autour des États-Unis et de l'UE et l'autre, autour de la Chine (graphique 3). Dans ce scénario, les pays qui échangent davantage avec les États-Unis qu'avec la Chine sont affectés au bloc États-Unis/UE et ceux qui commercent davantage avec la Chine sont affectés au bloc Chine. À titre d'illustration, dans ce scénario le plus défavorable de fragmentation géoéconomique,

Graphique 2. Indice des restrictions commerciales préjudiciables

(Indice, 2008 = 100)



Sources : Global Trade Alert (2022) ; calculs des services du FMI.

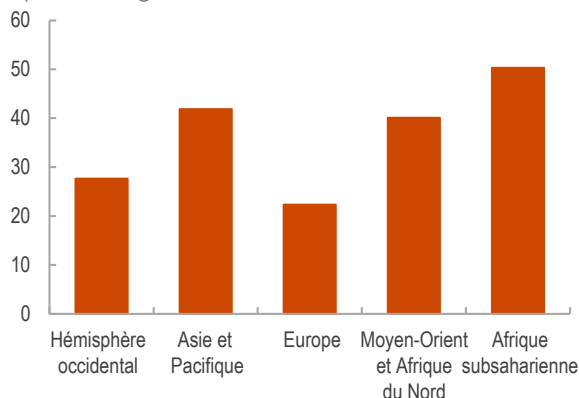
Note : Les restrictions commerciales préjudiciables désignent les mesures qui dissuadent le commerce international, notamment les mesures contingentes de protection des échanges, les subventions (à l'exclusion des subventions à l'exportation), les mesures tarifaires, l'octroi non automatique de licences, les quotas et les mesures d'investissement liées au commerce. « Monde » correspond au nombre total de restrictions préjudiciables mises en œuvre dans le monde. « Afrique subsaharienne » correspond au nombre total de restrictions commerciales mondiales qui affectent au moins un pays de la région. Les deux totaux ont été normalisés à 100 pour l'année de référence 2008.

³La fragmentation géoéconomique est définie comme une inversion de l'intégration sous l'effet des politiques publiques, souvent guidées par des considérations stratégiques (FMI, 2023).

les flux commerciaux s'ajusteraient au fil du temps. Mais, à mesure que la région perdrait l'accès aux principaux marchés à l'exportation et connaîtrait une hausse des prix à l'importation, le pays médian d'Afrique subsaharienne devrait s'attendre à enregistrer une baisse permanente de 4 % du PIB réel après dix ans, par rapport à un scénario de référence sans fragmentation (graphique 4). Les pertes estimées sont inférieures à celles subies durant la pandémie de COVID-19, mais supérieures à celles ayant suivi la crise financière mondiale de 2007-08. Ces baisses sont plus prononcées dans les pays davantage intégrés au commerce mondial et dans ceux qui commerciaient initialement le plus avec le bloc avec lequel ils rompent leur relation.

Graphique 3. Commerce à risque de fragmentation géoéconomique

(En pourcentage du total du commerce international)

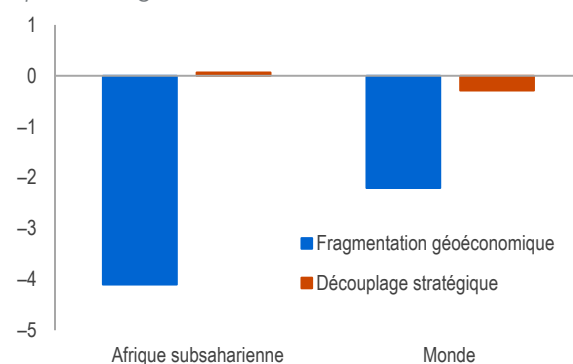


Sources : base de données Eora sur les chaînes d'approvisionnement mondiales ; calculs des services du FMI.

Note : Le commerce à risque se rapporte aux exportations et aux importations à destination et en provenance d'un autre bloc, dans un scénario de « fragmentation géoéconomique » où tous les échanges sont rompus entre les pays du bloc États-Unis/UE et ceux du bloc Chine. Les pays qui échangent davantage (importations et exportations en 2019) avec les États-Unis qu'avec la Chine sont placés dans le bloc États-Unis/UE, et vice versa.

Graphique 4. Estimation des effets sur le PIB réel dans le cadre de deux scénarios

(En pourcentage)



Sources : Bolhuis et al., 2023 ; calculs des services du FMI.

Note : Les barres montrent les pertes annuelles pour le pays médian après dix ans par rapport à un scénario de référence sans fragmentation. Dans le scénario de « fragmentation géoéconomique » le plus défavorable, tous les échanges sont rompus entre les pays du bloc États-Unis/UE et ceux du bloc Chine. Les pays qui commercent davantage (importations et exportations en 2019) avec les États-Unis qu'avec la Chine sont placés dans le bloc États-Unis/UE, et vice versa. Dans le cadre d'un scénario moins défavorable de « découplage stratégique », les liens commerciaux sont rompus uniquement entre la Russie et les États-Unis/UE, et tous les échanges sont arrêtés entre les États-Unis/UE et la Chine dans les secteurs de haute technologie, conduisant à une certaine réorientation des flux commerciaux vers l'Afrique.

Les perturbations des mouvements de capitaux et des transferts de technologie pourraient entraîner des pertes supplémentaires. Indépendamment des résultats de la simulation du commerce, dans un monde où les pays seraient amenés à bloquer les mouvements de capitaux avec l'un ou l'autre des blocs, ce qui correspond au scénario précédent, le plus défavorable, la région pourrait perdre environ 10 milliards de dollars d'entrées d'IDE et d'aide publique au développement, soit l'équivalent d'un demi-pourcent du PIB par an, selon une estimation moyenne sur la période 2017-19. À long terme, les restrictions commerciales et la baisse des IDE pourraient également entraver la croissance tirée par les exportations et les transferts de technologie dont la région a tant besoin.

Tout n'est pas sombre, toutefois, et des scénarios de recomposition géopolitique plus modérée pourraient faire émerger de nouveaux partenariats commerciaux pour la région. Dans un scénario où les liens sont rompus uniquement entre la Russie et les États-Unis/l'UE, tandis que les pays d'Afrique subsaharienne continuent de commercer librement (ce que l'on appelle le « découplage stratégique »), les flux commerciaux seraient partiellement détournés vers le reste du monde, et le commerce à l'intérieur de la région de l'Afrique subsaharienne pourrait augmenter. Dans la mesure où un certain nombre de pays africains bénéficieraient de l'accès à de nouveaux marchés à l'exportation et d'une baisse des prix des importations, la région dans son ensemble ne subirait pas de perte du PIB par rapport au scénario de référence (graphique 4). Les pays exportateurs de pétrole fournissant de l'énergie à l'Europe seraient particulièrement gagnants dans un tel scénario.

Renforcer la résilience face aux éventuelles retombées de la fragmentation

Afin de renforcer la résilience, il convient d'intensifier l'intégration régionale et d'accroître la disponibilité des ressources intérieures pour contrecarrer les éventuels chocs extérieurs :

- Renforcer l'intégration commerciale régionale en cours dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pourrait contribuer à renforcer la résilience face aux chocs extérieurs (ElGanainy *et al.*, à paraître). Pour y parvenir, il conviendra de réduire les barrières commerciales tarifaires et non tarifaires, de renforcer l'efficacité des douanes, de tirer parti de la dématérialisation et de combler les lacunes en matière d'infrastructures. Donner la priorité à l'amélioration de la qualité des institutions, en particulier du cadre réglementaire, est un moyen efficace d'encourager la participation du secteur privé dans le domaine des infrastructures.
- Approfondir les marchés financiers intérieurs permet d'élargir les sources de financement et d'atténuer la volatilité liée à une dépendance excessive aux entrées de capitaux étrangers. En modernisant l'infrastructure des marchés financiers intérieurs, notamment grâce à la dématérialisation, la transparence et la réglementation, et en diversifiant les produits financiers, les pays d'Afrique subsaharienne peuvent renforcer l'inclusion financière, élargir leur base d'investisseurs nationaux et augmenter leur attrait aux yeux d'un plus grand nombre d'investisseurs extérieurs.
- Accroître les recettes intérieures est fondamental pour réduire la proportion de recettes budgétaires liées aux produits de base et réduire les obstacles qui freinent les dépenses sociales et les dépenses d'infrastructures. Pour que les mesures visant à accroître les recettes soient couronnées de succès, il importe de procéder à des réformes à la fois de l'administration et de la politique fiscales, notamment d'élargir l'assiette des taxes sur la valeur ajoutée et de tirer parti de la dématérialisation dans le recouvrement de l'impôt.

Les pays de la région peuvent également se positionner stratégiquement pour tirer parti de la réorientation des échanges et des éventuels nouveaux flux d'IDE. Compte tenu des liens hétérogènes de la région avec les puissances mondiales et de la dépendance d'un certain nombre de pays envers les exportations de produits de base, ce positionnement est propre à chaque pays.

- Instaurer un environnement favorable aux IDE permettrait aux pays de tirer parti de la « relocalisation en pays amis » (*friendshoring*), grâce à laquelle les pays réorganisent leurs chaînes d'approvisionnement mondiales en choisissant des partenaires partageant les mêmes valeurs. De telles mesures pourraient être favorisées par une amélioration de l'environnement des affaires, notamment en diminuant les barrières à l'entrée, réglementaires et fiscales. Dissiper l'incertitude entourant les politiques publiques intérieures, notamment en améliorant la gouvernance, pourrait réduire le niveau de risque perçu du pays et contribuer à attirer davantage d'investissements étrangers.
- Identifier et développer les secteurs susceptibles de bénéficier de la réorientation des échanges pourrait aider les pays à augmenter au maximum leurs chances d'en recueillir les fruits. Les exportateurs de produits de base de la région, par exemple, pourraient éventuellement supplanter la part de marché de la Russie en Europe dans le domaine énergétique, même s'il faudra toujours que les pays utilisent à bon escient les éventuelles recettes exceptionnelles et constituent des réserves, à mesure que le monde s'oriente vers la transition verte. Les pays peuvent également se tourner vers les organismes de promotion des échanges pour les aider à identifier les opportunités potentielles, renforcer les compétences et les capacités des exportateurs et, en fin de compte, réorienter la production pour profiter de nouveaux flux commerciaux. La région peut tirer parti de son abondante main-d'œuvre et de ses ressources agricoles pour devenir l'usine du monde et le principal exportateur de produits alimentaires, à condition d'entreprendre les investissements nécessaires dans le capital humain et les pratiques agricoles durables.

Enfin, les institutions multilatérales doivent veiller à ce que l'intégration économique continue d'agir comme un moteur de croissance pour tous les pays. Elles peuvent faciliter le dialogue en mettant en avant les avantages de l'intégration mondiale, en soulignant les coûts qu'entraînent les pratiques protectionnistes et en promouvant une coopération multilatérale dans les domaines d'intérêt commun, notamment la sécurité alimentaire, le changement climatique et la résolution de la dette.

Bibliographie :

Bolhuis A. Marijn, Jiaqian Chen and Benjamin Kett. 2023. "Fragmentation in Global Trade: Accounting for Commodities." [IMF Working Paper 073/2023](#), International Monetary Fund, Washington, DC.

International Monetary Fund (IMF). 2023. "Goeconomic Fragmentation and the Future of Multilateralism." [Staff Discussion Note 001/2023](#), International Monetary Fund, Washington, DC.

ElGanainy Asmaa, Hakobyan Shushanik, Liu, Weisfeld Hans, and Ali Abbas, Céline Allard, Hippolyte Balima, Céline Bteish, Rahul Giri, Daniel Kanda, Benjamin Kett, Sergii Meleshchuk, Megan Pohl, Gustavo Ramirez, and Robert Zymek. Forthcoming. "Trade Integration in Africa—Unleashing the Continent's Potential in a Changing World." IMF Departmental Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.